

Monsieur l'Orateur, avec cette dernière remarque, je vous remercie de m'avoir donné la possibilité d'intervenir dans ce débat sur l'exposé budgétaire.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Je donne la parole au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson).

Une voix: Voilà qui devrait être intéressant.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je dois dire, monsieur l'Orateur, que mes premières remarques sont teintées d'une amère déception. J'avais aperçu en face le chef de l'opposition officielle (M. Clark) et je croyais qu'il était venu particulièrement pour m'entendre. Je viens de découvrir il y a quelques minutes qu'il doit parler après moi et que c'est probablement la seule raison pour laquelle il est ici. Toutefois, même si sa présence est accidentelle, je serai peut-être en mesure de lui apprendre quelque chose.

M. Clark: Je resterai si vous en faites de même.

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition officielle dit qu'il restera si j'en fais autant. Je lui présente mes excuses anticipées.

Des voix: Oh, oh!

M. Jamieson: J'aurais aimé le faire, mais comme le député le sait, j'ai souvent entendu ses savants discours et malheureusement je dois assister à une autre réunion immédiatement après. J'ai cru utile cet après-midi de profiter du débat sur le budget pour parler des aspects les plus importants de la situation commerciale actuelle et de diverses autres questions qui relèvent de ma compétence comme ministre de l'Industrie et du Commerce. En raison du peu de temps que j'ai, je ne pourrai entrer dans les détails. Néanmoins, je crois que ces 30 minutes me permettront de dire à la Chambre qu'il y a des signes encourageants à l'égard de l'économie canadienne et des perspectives commerciales tant sur le plan international qu'au Canada.

● (1550)

Par exemple, dans le premier cas, on remarquera que le produit national brut a augmenté en dollars constants au cours des trois derniers trimestres de 1975 et que l'indice désaisonnalisé de la production intérieure réelle a augmenté de 0.07 p. 100 au cours du premier trimestre de 1976 par rapport aux quatre trimestres de 1975. Je crois donc que la prédiction du ministre des Finances (M. Macdonald) qui, sans vouloir se montrer trop optimiste, se satisferait néanmoins d'une augmentation de 5 p. 100 du produit national brut, va sans doute se vérifier cette année. J'ai également le plaisir de dire aux députés que, d'après les résultats que nous avons obtenus depuis le début de l'année, on peut dire sans trop se risquer que notre compte commercial de cette année enregistrera un léger excédent.

Cela représente évidemment un grand changement par rapport à l'année dernière. Par exemple, nous nous attendons à ce que le déficit de 800 millions de dollars que nous avions l'année dernière dans le commerce des marchandises se changera en excédent. Les exportations ont augmenté de plus d'un million de dollars de février à avril derniers par rapport à 1975. Si l'on fait la moyenne sur l'année, elles atteindront plus de 4 milliards de dollars. Les importations augmentent également, ce qui est assez inquiétant, même si cela témoigne de la santé de l'économie canadienne. Heureusement, nos exportations augmentent davantage que nos importations et cela nous donne des raisons de penser que le commerce des marchandises dont j'ai parlé amorçe déjà un retour à la normale et que nous aurons un excédent encore impossible à prévoir avec

Le budget—M. Jamieson

précision, mais qui sera sans doute de l'ordre de plusieurs millions de dollars cette année. Je le répète, c'est un changement radical par rapport à 1975.

Il y a un autre chiffre encourageant qui intéressera probablement les députés. Les ventes à l'exportation ont augmenté dans tous les secteurs de marchandises, sauf les produits énergétiques. Toute la gamme de nos exportations a connu une amélioration sensible pendant le premier trimestre de l'année en cours. Il faut aussi se rappeler qu'en ce qui concerne la réduction des exportations reliées à l'énergie, qui a été faite volontairement avec, je pense, l'appui de tous les partis à la Chambre, cette année, ces exportations seront probablement inférieures d'environ un milliard de dollars à ce qu'elles étaient il y a un an. Je pense qu'il faut aussi tenir compte de cette décision lorsqu'on examine l'ensemble de la situation de la balance des paiements.

Sauf en ce qui concerne les denrées reliées à l'énergie, il y a eu une amélioration encourageante de la balance des paiements dans tous les secteurs, ce qui, soit dit en passant, comprend la valeur ajoutée ou les produits finis, qui, bien sûr, sont l'une des choses qui nous intéressent le plus parce que, fondamentalement, il faut reconnaître qu'au moins du point de vue quantitatif, nos exportations dépendent en grande partie des matières premières, de l'accord sur l'automobile et d'autres choses du même genre et que nous aurions bien tort de ne pas admettre que l'ensemble de la situation laisse encore beaucoup à désirer en ce qui concerne les produits manufacturés et transformés. Selon moi, il faudra que les travailleurs, les employeurs et le gouvernement de même que chacun d'entre nous combinions tous nos efforts pour rectifier et améliorer la situation. Dans quelques instants, monsieur l'Orateur, j'espère avoir l'occasion de parler de la question de productivité qui est reliée directement à cet objectif qui, je le souligne, est maintenant l'un de nos principaux objectifs.

À cet égard, j'aimerais aussi dire un mot au sujet de l'objectif généralement accepté qui consiste à accroître la valeur ajoutée des matières premières du Canada. Si l'on examine la situation de façon réaliste, il est impossible de s'attendre à ce que nous puissions obtenir la valeur ajoutée de chaque tonne de matière première ou de chaque livre de métal spécial que nous avons au Canada. Il est inévitable, du moins pour l'instant, que nous continuions à exporter nos matières premières, et ce sera probablement une bonne chose. Autrement dit, certaines denrées ne sont pas restreintes au Canada et existent aussi dans d'autres pays; nous devons donc faire au moins aussi bien que nos rivaux. En même temps, bien entendu, si nous voulons faire plus de commerce avec la Communauté économique européenne, par exemple, ou certains des principaux autres blocs commerciaux du monde qui possèdent des économies hautement industrialisées, pour qu'ils acceptent nos produits finis, nous devons leur garantir l'accès aux matières premières dont ils ont besoin.

À cet égard, si le temps le permet, je reviendrai sur ce sujet quand il sera question des négociations commerciales multinationales. Peut-être que le seul produit vraiment important, si je peux m'exprimer ainsi, qui affecte notre commerce national et le commerce international, c'est évidemment l'industrie automobile et l'accord sur la production automobile et bien d'autres questions qui s'y rattachent. J'ai déjà indiqué à la Chambre en d'autres occasions que nous sommes en train de négocier avec les États-Unis et de discuter des changements possibles à cet accord sur la production automobile.